



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

January 2025 | FR

[«The Grassroots view» – S3, E 24 – La crise migratoire généralisée en Europe: où en sommes-nous et comment aller de l'avant?](#)

Dans cet épisode, nous nous pencherons sur la crise migratoire en cours en Europe. Le récent accrochage entre la France et l'Italie, qui refusaient toutes deux d'autoriser l'*Ocean Viking* à accoster sur leur territoire pour permettre le débarquement d'immigrants irréguliers ayant bénéficié d'un sauvetage au large des côtes libyennes, a remis la question sur le devant de la scène. Où en est exactement la politique migratoire européenne aujourd'hui? Qu'en est-il de la solidarité européenne, déjà mise à mal par l'épreuve de la crise des réfugiés syriens en 2015? Comment des migrants vulnérables se sont-ils retrouvés piégés dans un *no man's land* juridique?

Nous chercherons des réponses à ces questions avec **José Antonio Moreno Díaz**, membre du groupe des travailleurs du Comité économique et social européen et avocat spécialisé dans le droit de l'immigration et de l'asile, **Louise Guillaumat**, directrice adjointe des opérations chez SOS Méditerranée, ONG lauréate du prix de la société civile du CESE qui affrète l'*Ocean Viking*, et **Tomas Miglierina**, correspondant à Bruxelles de la Société suisse de radiodiffusion et spécialiste des migrations.

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Giulia Barbucci: «Nouvelle année, nouveaux défis»

Chères lectrices, chers lecteurs,

Forte d'une détermination renouvelée, chaque année nouvelle porte dans son sillage de nouveaux rêves et de nouvelles espérances.

Avec cette nouvelle année, j'espère que nous allons nous affranchir des problématiques liées à la pandémie et prendre à bras-le-corps les nouveaux grands défis qui se posent à l'Europe pour 2023 et au-delà: la guerre en Ukraine et la crise énergétique, les transitions écologique et numérique, l'évolution du marché du travail et le changement de l'humeur politique dans de nombreuses régions d'Europe.

Compte tenu des perspectives économiques sombres qui sont devant elle cette année, l'Europe doit se fixer des priorités pertinentes et claires. L'année s'ouvre par la présidence suédoise du Conseil de l'Union, qui entend poursuivre la fourniture de l'aide humanitaire à l'Ukraine tout en mettant l'accent sur la transition écologique et l'amélioration de l'économie européenne, et ce alors même que nous nous préparons cette année à célébrer le trentième anniversaire du marché unique.

Par ailleurs, l'année 2023 a été proclamée «Année européenne des compétences»

En s'assurant que la main-d'œuvre possède les compétences demandées, l'on favorise également l'innovation, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte, tant en ce qui concerne la reprise économique que les transitions écologique et numérique. Les compétences auront par conséquent un rôle essentiel à jouer pour faire en sorte que l'Europe surmonte les défis qui se posent à elle?

L'Année européenne de la jeunesse est arrivée à son terme, mais nous n'entendons aucunement délaissier cette problématique. Au fil de l'année écoulée, le Comité a rendu plusieurs avis concernant la jeunesse, et il entend poursuivre son plaidoyer en faveur de politiques et de législations soumises à [l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes](#). Le Comité économique et social européen continuera d'œuvrer en faveur de solutions pour les jeunes qui tiennent également compte de leur exigence d'une planète meilleure.

En novembre 2022, à la COP 27 de Charm El-Sheikh, la délégation de la commission comprenait un délégué de la jeunesse chargé de représenter le point de vue des jeunes sur les questions liées à la crise climatique et à la durabilité. Cette année, nous allons continuer de plaider pour un rôle plus important accordé aux jeunes dans les négociations, mais aussi, plus largement, à la société civile organisée dans son ensemble dans l'optique de garantir la justice sociale dans le processus de transformation.

En 2022, nos actions ont également visé à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes. La commission a organisé une série de manifestations pour soutenir la semaine de l'égalité entre les hommes et les femmes du Parlement européen, abordant un large éventail de sujets concernant les femmes, notamment leur rôle dans l'économie sociale, leur mise en péril face à la précarité énergétique, leur exposition aux violences domestiques, l'accès au financement pour les entrepreneuses ou encore les droits génésiques et sexuels. Le Comité économique et social européen s'est engagé, pour l'année nouvelle et au-delà, à continuer d'agir en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'intégration de la dimension de genre dans tous les domaines d'action.

Face à tant de défis, l'Union européenne ne pourra réussir qu'en associant systématiquement la société civile européenne à la prise de décision, et nous espérons que nous saurons les relever ensemble. Nous formons également le vœu, que la nouvelle année nous offrira la chance de retrouver la sécurité, la paix et la compréhension — autant de choses que nous avons longtemps considérées comme définitivement acquises.

Je souhaite pour l'Europe une année fructueuse, et à chacune et chacun d'entre vous, la santé et la joie!

Giulia Barbucci, vice-présidente du CESE chargée du budget

À VOS AGENDAS

22 et 23 février 2023, Bruxelles

Session plénière du CESE

27 et 28 février 2023, Bruxelles

Conférence des acteurs de l'économie circulaire — édition 2023

23 et 24 mars 2023, Bruxelles

[Votre Europe, votre avis! 2023](#)



«DROIT AU BUT»

Dans notre rubrique «Droit au but», nous demandons aux membres du CESE de mettre en lumière les principales propositions que le Comité élabore pour traiter un problème majeur qui touche l'UE.

Dans ce numéro, **Kinga Joó**, membre du CESE et rapporteure de l'avis consacré à cette thématique, nous parle de la stratégie européenne en matière de soins et des mesures envisagées pour garantir, dans l'ensemble de l'Union européenne, des services de soin de grande qualité, abordables et accessibles, pour améliorer la situation des bénéficiaires de soins comme des personnes qui s'occupent d'eux, que ce soit à titre professionnel ou informel.

KINGA JOÓ: «NOUS AVONS BESOIN DE SOINS DE QUALITÉ POUR TOUS»

La stratégie européenne en matière de soins souligne, dans son introduction, que chacun est amené à recevoir ou à prodiguer des soins à un moment de sa vie. Cela ne fait aucun doute, et pourtant, tous les citoyens d'Europe ne bénéficient pas encore de soins de qualité. Ce constat fait partie des motifs de l'élaboration de la stratégie.

Dans son [avis sur la stratégie](#), le CESE examine plusieurs questions majeures. Il insiste tout d'abord sur le fait que toutes les solutions de prise en charge doivent respecter les choix individuels, ce qui signifie que toute personne ou toute famille devrait pouvoir choisir entre des soins dispensés en institution, à domicile ou encore des soins de proximité, et que personne ne devrait avoir à se contenter d'une seule forme de soins en raison de l'absence d'alternatives.

L'égalité entre les femmes et les hommes et les manières de lutter contre les stéréotypes de genre sont au cœur de la stratégie ainsi que des recommandations du Comité. Ce dernier affirme une fois encore que des efforts doivent être consentis pour encourager un plus grand nombre d'hommes à rejoindre le personnel soignant et faire en sorte que les responsabilités au sein des foyers soient mieux réparties.

La stratégie remplit l'un des critères voulus en reconnaissant que les soins formels et informels vont de pair, qu'aucun ne peut se passer de l'autre et qu'il y a lieu de soutenir les deux. Les soins à domicile sont souvent prodigués par des aidants informels, dont la plupart sont des femmes et des proches de la personne ayant besoin de soins. Ces aidants assument la majeure partie de la charge, ce qui a une incidence sur leur vie professionnelle et privée. Le CESE préconise de recenser ces aidants informels et leurs besoins afin de les cibler efficacement. Il est également d'avis que le «travail invisible» qu'ils accomplissent pourrait être reconnu plus facilement par la mise en place de systèmes de validation des compétences.

En outre, le CESE réitère sa proposition de lancer une garantie européenne en matière de soins qui assurerait à toute personne vivant dans l'Union de pouvoir accéder à des services de santé et de soins abordables et de qualité tout au long de sa vie. Cet instrument contribuerait également à répondre aux pénuries dans le secteur et à y promouvoir des conditions de travail décentes pour les aidants, y compris les aidants informels.

Pour terminer, je souhaite préciser que le Comité se penche également sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des deux propositions du Conseil relatives, d'une part, à l'éducation et l'accueil de la petite enfance, et d'autre part, aux soins de longue durée, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de la stratégie adoptée par le Conseil en décembre 2022. Le CESE réclame un examen à mi-parcours des objectifs généraux et spécifiques de ces recommandations, notamment les objectifs de Barcelone.

«UNE QUESTION À ...»



«Une question à...»

Dans la rubrique «Une question à...» de ce mois, nous demandons à Jarosław Pietras, ancien directeur général au Conseil de l'Union européenne, de s'exprimer sur un sujet qui occupe toutes nos pensées et nos conversations ces temps-ci: la crise énergétique.

Jarosław Pietras est actuellement chercheur invité au Centre d'études européennes Wilfried Martens à Bruxelles, et professeur invité au Collège d'Europe de Bruges. De 1990 à 2006, il a occupé dans sa Pologne natale les postes de secrétaire d'État au ministère des finances, de secrétaire d'État pour les affaires européennes et de chef du secrétariat du comité pour l'intégration européenne. De 2008 à 2020, il a exercé les fonctions de directeur général au Conseil de l'Union européenne, où il a été chargé d'un large éventail de domaines d'action, dont l'énergie. Titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Varsovie, il est l'auteur de plusieurs publications sur l'Union européenne, le développement durable et les questions commerciales. M. Pietras a en outre été boursier de la Fondation Fulbright et membre du conseil d'administration du groupe de réflexion Bruegel (de 2008 à 2011).



Jaroslaw Pietras: «La crise énergétique n'est pas encore finie»

CESE Info: Jaroslaw Pietras, comment analysez-vous la situation actuelle du marché de l'énergie de l'UE et quelles sont les perspectives pour l'avenir?

Jaroslaw Pietras: Le prix plafond du gaz convenu par les ministres de l'énergie de l'UE est nettement supérieur au prix pratiqué actuellement. L'ouverture des marchés de l'énergie au cours des premiers jours de l'année 2023 n'a été ni surprenante, ni dramatique. Les prix du gaz et du pétrole continuent de baisser, mais à un rythme plus lent. Aujourd'hui, le niveau des prix est comparable à celui observé juste avant l'agression russe contre l'Ukraine. La consommation de gaz de l'UE a chuté de plus de 20 %, sans incidence critique sur les besoins de production ou de chauffage. Bien entendu, dans tous les États membres, les consommateurs ont dû supporter des coûts élevés de l'énergie, mais ils n'ont pas été exposés à des températures glaciales. L'approvisionnement en gaz des ménages n'a pas été interrompu. Au début de cette nouvelle année, les installations de stockage de gaz en Europe sont pleines à plus de 80 %, ce qui constitue un très bon résultat par rapport à la moyenne des cinq hivers précédents.

Les pays européens se sont détournés de la Russie pour leurs approvisionnements en gaz, qui proviennent aujourd'hui principalement d'autres sources. Parmi celles-ci figurent les importations de GNL, qui furent, en 2022, supérieures de 58 % à celles de 2021. Comme l'a souligné le Financial Times dans son édition du 7 janvier 2023, «les importations de GNL de l'UE l'année dernière représentent 137 milliards de mètres cubes de gaz naturel, ce qui équivaut presque aux 140 milliards de m³ de gaz importés par gazoduc de Russie en 2021». Cela signifie que l'UE a réduit de manière significative sa dépendance à

l'égard de l'approvisionnement énergétique russe.

Ce sont de bonnes nouvelles, mais il faut rester prudent car la crise énergétique n'est pas encore finie. Ces tendances n'auraient pas été observées si les conditions météorologiques en Europe avaient été difficiles et si de basses températures avaient favorisé un recours accru au chauffage. En outre, certains processus industriels à forte intensité énergétique n'ont pas été entièrement rétablis. La politique stricte mise en place par la Chine pour lutter contre la COVID-19 a limité la croissance et la demande énergétiques, réduisant ainsi la demande mondiale d'énergie. Ces circonstances échappent au contrôle de l'Europe et pourraient ne pas se reproduire. Les marchés énergétiques dans l'UE demeurent par conséquent menacés et si la situation évoluait de manière défavorable, nous pourrions connaître une période difficile.

Les États membres ne sont pas tous touchés de la même manière par le niveau extrêmement élevé des prix du gaz. Toutefois, étant donné que le marché intérieur de l'UE est déjà assez interconnecté, les chocs de prix ont eu des répercussions sur toutes les formes d'énergie et sur tout le monde. Même avant l'invasion, la Russie exerçait une influence sur les prix du gaz en Europe. À l'époque, les tentatives visant à réduire la dépendance à l'égard des approvisionnements russes étaient vigoureusement contestées. Le séisme s'est produit suite aux perturbations délibérées des flux de gaz en provenance de Russie. Le prix du gaz a culminé à plus de 350 EUR par mégawatt-heure sur le marché au comptant à la mi-été 2022. Un prix aussi

élevé s'est immédiatement répercuté sur les coûts d'autres sources d'énergie, en particulier de l'électricité, ce qui a touché des millions de consommateurs.

À l'époque, les États membres avaient déployé des efforts considérables pour remplir leurs installations de stockage de gaz au niveau requis par l'UE. En outre, à ce moment-là, les prix du gaz étaient jusqu'à sept fois plus élevés qu'avant la guerre. Un tel coût étant insupportable à long terme, les ministres de l'énergie de l'UE ont débattu de mesures visant à limiter la hausse incontrôlée des prix de l'énergie au-delà de niveaux supportables. L'Europe et ses États membres ont agi ensemble, avec sagesse, en adoptant plusieurs initiatives visant à stabiliser les marchés de l'énergie; ils ont notamment envisagé d'instaurer des plafonds tarifaires, effectué des achats groupés, imposé des obligations de stockage et de livraisons solidaires, et bien d'autres mesures.

Les perspectives pour la saison de chauffage n'étant pas trop dramatiques, l'UE devrait désormais commencer à anticiper l'hiver prochain et à analyser sa capacité à faire face à d'éventuelles difficultés à venir. L'importation de gaz nécessite des infrastructures physiques qui ne peuvent pas être modifiées du jour au lendemain. L'Europe n'est connectée par des gazoducs qu'à certains exportateurs, et l'évolution des sources d'approvisionnement nécessite de nouveaux terminaux. Cela demande du temps, mais il faut agir vite en s'appuyant sur des terminaux flottants à l'instar de celui qui se trouve au niveau du port allemand de Wilhelmshaven.

En somme, le risque que nous soyons confrontés à de graves difficultés d'approvisionnement de gaz est nettement moins élevé. D'autres sources d'approvisionnement en gaz sont largement sollicitées, de nouvelles sources d'énergie renouvelables sont mises en place à un rythme accéléré, l'efficacité et les économies d'énergie sont appliquées avec sérieux. Tout cela réduit la volatilité de l'approvisionnement énergétique, et donc, le coût du gaz. Cela permet la diversification des sources d'énergie et évite les perturbations causées par une interruption soudaine des approvisionnements en provenance d'une source.

Toutefois, les marchés de l'énergie restent très vulnérables face aux chocs d'approvisionnement. Lors de tels chocs, le prix du gaz peut augmenter de manière significative pour équilibrer la demande et l'offre limitée. Par conséquent, les ministres de l'énergie ont eu raison de discuter et de convenir d'un plafond pour les prix du gaz, même au niveau relativement élevé de 180 EUR par mégawatt-heure et sur la base du marché le plus volatil, à savoir le marché au comptant TTF. Il s'agit d'une sorte de soupape de sécurité qui est nécessaire dans des situations extrêmes, mais qu'il est préférable de ne pas utiliser.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Dans cette rubrique, nous présentons les avis, réflexions et commentaires de journalistes et de personnalités éminentes sur des sujets clés de l'Europe d'aujourd'hui. Nous accueillons cette fois la journaliste ukrainienne Olena Abramovych. En ce début d'année, elle partage avec nos lecteurs ses espoirs pour un monde meilleur.

Olena Abramovych est une journaliste ukrainienne installée à Bruxelles. Depuis l'attaque russe de février 2022, «Inter», sa chaîne de télévision en ligne, a rejoint le marathon journalistique national qui couvre la guerre sur une grande partie du territoire ukrainien, de jour comme de nuit. Olena rend compte des principaux événements politiques qui ont lieu à Bruxelles (tels que les sommets de l'OTAN et de l'Union européenne) pour les chaînes de télévision ukrainiennes depuis 2014. Au cours de la révolution de Maïdan survenue en Ukraine en 2013-2014, elle a aidé des

journalistes bruxellois à entrer en contact avec les dirigeants politiques et les institutions de Kiev. Elle s'est également associée à la chaîne de télévision néerlandaise NOS dans le cadre de l'enquête sur le vol MH-17, opéré par un avion qui a été abattu par la Russie alors qu'il transportait des passagers.

En plus de ses travaux sur la politique, elle a relayé des affaires sociales et s'est portée volontaire pour aider les travailleurs ukrainiens à défendre leurs droits en Belgique. Depuis 2016, elle organise également une «école d'été du leadership» à Kovel, sa ville natale située dans le nord-ouest de l'Ukraine: il s'agit d'un programme de mentorat gratuit qui aide les adolescents à choisir leurs études universitaires. Elle est titulaire d'une licence en enseignement et d'un master en journalisme de l'université «Académie Mohyla de Kiev».



Olena Abramovych: Ukraine 2023: la lutte doit se poursuivre, même après la victoire

«Nous ne manquons jamais une occasion de manquer une occasion»: ce dicton est apparu en Ukraine quelques années seulement avant que n'éclate la guerre à grande échelle. Il exprime la frustration ressentie face à l'absence de réformes fondamentales après les révolutions de 2004 (révolution orange) et de 2013 (Euromaïdan). Bien entendu, chacune d'entre elles a apporté quelques changements, mais toutes les batailles de grande ampleur suscitent des attentes élevées, et la déception est d'autant plus grande lorsque peu de choses bougent.

Que devons-nous faire alors pour ne pas manquer cette occasion de changer?

J'estime qu'**Oleksandra Matviichuk**, notre lauréate du prix Nobel de la paix, a apporté une réponse crédible à cette question. Avocate spécialisée dans la défense des droits humains et personnalité éminente de la société civile, Oleksandra a

bien entendu mis l'accent sur les droits de l'homme durant son poignant discours de remerciement.

Tout cela peut sembler bien éloigné des besoins élémentaires des individus décrits par l'humoriste russe **Evgenii Petrosyan** dans ses vœux à l'occasion de la nouvelle année: «Si vous avez mangé et pris un bain et qu'il fait chaud chez vous, cela signifie que vous avez de la chance et que vous êtes né en Russie.» Les récents événements ont toutefois montré que le fait de fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme commises en Russie, comme l'ont fait les dirigeants européens afin de continuer à chauffer leurs maisons et de préserver leurs économies, peut avoir des conséquences désastreuses.

«Un État qui tue des journalistes, emprisonne des activistes ou disperse des manifestations pacifiques ne constitue pas seulement une menace pour ses citoyens», estime M^{me} Matviichuk. «Les droits de l'homme doivent être aussi importants dans la prise de décision politique que les avantages économiques ou la sécurité. Il convient également d'appliquer cette approche à la politique étrangère.»

«Il est temps de construire un nouveau système mondial, qui repose sur les droits de l'homme», poursuit-elle. Cette responsabilité ne devrait pas incomber aux seuls responsables politiques: la société civile se doit de jouer un rôle aussi actif que possible dans ce processus. «Nous avons besoin d'un nouveau mouvement humaniste, dont le travail aurait du sens. Il éduquerait la population, renforcerait le soutien sur le terrain et ferait participer les personnes à la protection des droits et des libertés», ajoute M^{me} Matviichuk.

Il est temps de mener une série de réformes au sein de l'Union et en Ukraine, et c'est le bon moment pour le faire: se tourner vers des ressources énergétiques plus écologiques, sans espérer que l'approvisionnement russe en gaz et en pétrole soit restauré; trouver des moyens de mettre un terme à la désinformation et à la propagande russe et, avec l'aide de l'Union, réformer enfin le système anticorruption en Ukraine.

Alors que la guerre entre dans sa deuxième année, nous devons avancer vers toutes ces transformations. Comme nous l'avons vu, le changement ne se produit pas tout seul après une guerre ou une révolution. Les Ukrainiens en sont maintenant bien conscients. Cette fois, les attentes sont énormes, non seulement dans les cœurs des Ukrainiens, mais aussi dans ceux des Européens. Après la victoire, la lutte pour construire un monde nouveau, durable et pacifique est une responsabilité que nous partageons tous. Ni les Ukrainiens ni les Européens ne peuvent se permettre de manquer à nouveau cette occasion.

Olena Abramovych, télévision ukrainienne, correspondante de la chaîne «Inter» à Bruxelles

NOUVELLES DU CESE



Toute année devrait être une Année européenne de la jeunesse

Au cours de sa session plénière de décembre, le CESE a débattu des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes sur le marché du travail. Le débat s'est déroulé au terme de l'Année européenne de la jeunesse 2022 et a servi d'introduction à l'Année européenne des compétences 2023. Le Comité a plaidé en faveur d'une stratégie à long terme pour l'engagement des jeunes, en recommandant que les Années européennes ne se limitent pas à de simples activités promotionnelles et débouchent sur des plans clairs.

Le monde de l'après-COVID-19 accorde une importance nouvelle à l'évolution des besoins du marché du travail, avec toutes les possibilités et tous les risques qui y sont associés, a souligné la présidente du CESE, **Christa Schweng**, qui a ouvert le débat. «Dans le cadre de l'Année

européenne des compétences 2023, le CESE continuera à se concentrer sur les besoins des jeunes, ainsi que sur les défis auxquels ils sont confrontés dans notre monde en mutation rapide», a-t-elle déclaré.

Nicolas Schmit, commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux, a exposé sa vision pour l'Europe: «De meilleures perspectives pour les jeunes, qui consistent notamment à veiller à leur sécurité et à répondre à leurs aspirations en faveur d'emplois constructifs et d'une vie sociale forte et inclusive».

Dans une résolution adoptée au cours de la même session plénière, le CESE a également invité les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux à renforcer la participation des jeunes à la prise de décision et à mettre en œuvre [l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes](#) qu'il propose.

Katrina Leitāne, présidente du groupe de coordination du CESE pour l'Année européenne de la jeunesse, a déclaré qu'il est important de garantir «un héritage tangible et durable pour l'Année européenne de la jeunesse et de faire en sorte que les jeunes aient leur mot à dire dans les décisions qui ont une incidence sur leur avenir».

Le Comité, qui attend 2023 avec intérêt, a publié un [avis sur l'Année européenne des compétences](#), dans lequel il exprime ses préoccupations quant au programme et aux priorités surchargés de la stratégie. La rapporteure, **Tatjana Babrauskienė**, a déclaré que «toutes les activités menées dans le cadre de l'Année européenne des compétences 2023 doivent viser les meilleurs progrès possibles dans tous les domaines de l'éducation et de la formation, les compétences sociales et transversales faisant partie des “bonnes compétences” à promouvoir».

L'avis encourage aussi la Commission à garantir que les réfugiés et les demandeurs d'asile puissent valider leurs aptitudes et compétences dans l'Union et se voir proposer des apprentissages et des possibilités de perfectionnement et de reconversion professionnels en vue de s'insérer sur le marché du travail. «Il convient d'accorder une attention toute particulière à nos amis ukrainiens. Nous voulons encourager en Ukraine l'émergence d'une jeune génération qui soit forte, et non pas une nouvelle “génération perdue”, comme le souhaite le régime russe», a conclu le **commissaire Schmit**. (gb)



La dimension financière de l'égalité entre les hommes et les femmes reste un angle mort des politiques de l'UE

Lors de sa plénière de décembre, le CESE a organisé un débat sur le rôle que les politiques publiques de financement et de relance peuvent jouer pour favoriser l'égalité des sexes et donner plus de pouvoir économique aux femmes dans l'UE. Cette discussion était liée à l'adoption de deux avis, l'un portant sur l'intégration des enjeux de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les processus budgétaires et les investissements, et l'autre sur les moyens par lesquels les États membres peuvent améliorer, sur cette même question de l'égalité hommes-femmes, l'effet qu'ont les mesures directes et indirectes qu'ils proposent dans leurs plans pour la reprise et la résilience.

L'égalité entre les hommes et les femmes est encore loin d'être une réalité en Europe, surtout lorsqu'il est question de pouvoir économique et d'accès au capital-risque et aux financements. «Nous ne pouvons pas nous permettre de négliger le potentiel des femmes dans la relance après la pandémie. L'intégration des enjeux de l'égalité entre les hommes et les femmes doit devenir une réalité dans les plans nationaux de relance, mais aussi dans les politiques macroéconomiques et le développement à l'échelle mondiale», a déclaré la présidente du CESE, **M^{me} Christa Schweng**, en ouverture du débat.

M^{me} Maria Nikolopoulou, corapporteuse de l'avis du CESE intitulé [«L'investissement réalisé dans une optique de genre comme moyen d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'Union européenne»](#), a ajouté: «L'égalité des sexes n'est pas juste un problème de femmes: elle profite à tous. La participation des femmes au même titre que les hommes, mais aussi celle des organisations de la société civile, est capitale pour détecter les domaines qui doivent être traités par la voie budgétaire.»

M^{me} Ody Neisingh, rapporteure du même [avis](#), a déclaré: «L'aspect financier de l'égalité entre les hommes et les femmes reste un angle mort des politiques de l'UE. Même si l'intégration de cette optique dans les investissements et les processus budgétaires gagne en popularité auprès des responsables politiques, ces questions ne font toujours pas l'objet d'un examen systématique.»

Enfin, **M^{me} Cinzia Del Rio**, rapporteure de l'avis intitulé «Investissements fondés sur le sexe dans les plans nationaux pour la reprise et la résilience» a fait observer, concernant les mesures relatives à l'égalité hommes-femmes que contiennent les plans pour la reprise et la résilience, qu'«il doit être prioritaire de renforcer les mesures directes et indirectes en faveur de l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre des plans. Cette démarche passe par des politiques publiques ciblées et par des canaux d'investissement clairs et durables, avec une programmation des ressources à moyen et long termes.» (tk)



Les denrées alimentaires ne devraient pas être traitées comme un actif financier: il ne s'agit pas d'un simple produit de base au même titre que d'autres

Si la crise mondiale des prix alimentaires a été exacerbée par la guerre en Ukraine, elle est en réalité due à des problèmes plus structurels et systémiques sur le marché des produits de base, qui créent des pénuries alimentaires et menacent les moyens de subsistance des populations, a souligné le CESE dans un avis d'initiative adopté le 14 décembre.

Alimentée par les conflits, les chocs climatiques et la pandémie de COVID-19, la crise mondiale des prix alimentaires s'intensifie alors que la guerre en Ukraine entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais. L'indice des prix alimentaires a enregistré un record à la hausse en 2022, dans un contexte d'accroissement de l'insécurité alimentaire dans le monde.

Toutefois, la portée et l'ampleur de l'instabilité actuelle des prix ne peuvent s'expliquer que partiellement par les fondamentaux du marché. L'une des failles cachées du système alimentaire réside dans la nature opaque et dysfonctionnelle des marchés des céréaliers.

«Ma grand-mère me disait toujours de ne pas jouer avec la nourriture. Pourtant, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui oublient la valeur réelle des denrées alimentaires et en font un objet de spéculation», a déclaré le rapporteur de l'avis, **Peter Schmidt**, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» du CESE. «Dans l'avis, nous mettons clairement en évidence que le marché des produits de base dans son état actuel ne contribue pas au développement durable, à la réalisation de l'ambition climatique et à une transition juste. Au contraire, il compromet les efforts visant à résoudre la pénurie alimentaire et à favoriser des revenus équitables et des prix justes».

L'avis du CESE souligne la haute concentration du commerce physique des céréales à l'échelle planétaire. Quatre entreprises contrôlent les échanges céréaliers mondiaux dans des proportions qui, selon les estimations, atteignent de 70 à 90 %. «Si la hausse des prix des denrées alimentaires menace la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, de grandes entreprises commerciales tirent profit de cette situation, ce qui est inacceptable», a-t-il déclaré.

Le CESE invite instamment les États membres et les institutions de l'UE à prendre les mesures nécessaires pour enrayer la spéculation excessive sur les produits de base, tout en attirant l'attention sur le fait que les marchés dérivés sur produits de base fournissent des services essentiels aux producteurs et aux utilisateurs de produits alimentaires de base, s'agissant notamment de la gestion des risques et de la fixation des prix. Le CESE émet les recommandations suivantes:

- réglementer le marché à terme pour les instruments dérivés basés sur des denrées alimentaires, comme cela a été le cas jusqu'à la fin du siècle dernier;
- réglementer les indices de produits de base et les indices alimentaires, notamment en réglementant et en interdisant les fonds indiciels sur les matières premières et la reproduction au moyen d'opérations d'échange et de produits indiciels cotés;
- s'attaquer au problème de la financiarisation du secteur alimentaire, par exemple en instaurant une taxation mondiale des bénéfices exceptionnels et une taxe sur la spéculation alimentaire, et en brisant les oligopoles à tous les niveaux de la chaîne du commerce international de denrées alimentaires;
- renforcer la transparence du marché en améliorant la qualité des déclarations ESG (risques environnementaux, sociaux et de gouvernance) et des informations non financières publiées par les acteurs participant à la spéculation. (ks)



Le CESE est favorable à un «contrôle de la compétitivité» obligatoire des politiques et réglementations de l'Union européenne

Dans un nouvel avis, le CESE fait valoir que le contrôle de la compétitivité devrait être appliqué dans le cadre de tout processus d'élaboration des politiques de l'Union européenne et de sa législation, et plaide également en faveur d'un «programme de compétitivité» européen.

Dans le [rapport](#) qu'il a adopté lors de sa plénière de décembre, le CESE affirme que l'impact des politiques et réglementations de l'Union sur la compétitivité des entreprises européennes doit être évalué de manière bien plus approfondie et systématique qu'il ne l'est actuellement.

Un tel contrôle de la compétitivité devrait s'exercer sur la législation, les dispositions budgétaires, les stratégies, les programmes, les accords internationaux et même le Semestre européen. Il devrait en étudier les effets sur les entreprises, l'emploi, les conditions de travail et les coûts de mise en conformité. Il devrait examiner comment ils peuvent affecter, aussi bien à court terme qu'à long terme, les entreprises de différents secteurs, de différentes tailles et de différents modèles commerciaux.

La part de l'Europe dans le PIB mondial diminue depuis un certain temps déjà et pourrait passer sous la barre des 10 % d'ici 2050. Les perspectives à court terme ne sont guère plus réjouissantes, qu'il s'agisse du contrecoup persistant de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine, de la montée de l'inflation, de l'explosion des prix de l'énergie ou de la dépendance à des importations étrangères essentielles. Ajoutons-y les transitions écologique et numérique, et voici un bon aperçu des immenses défis auxquels les entreprises de l'Union sont confrontées.

Comment faire en sorte qu'un rôle plus éminent revienne à la compétitivité et aux entreprises dans le processus décisionnel européen? Le CESE propose une approche en trois volets.

Premièrement, sur le plan technique, le CESE suggère d'**étouffer les analyses d'impact de la Commission** en rendant obligatoire le contrôle de la compétitivité et en élargissant considérablement son périmètre.

«La Commission européenne est déjà tenue de réaliser des analyses d'impact dans lesquelles elle doit tenir compte des effets de ses initiatives sur la compétitivité», a fait valoir **Christian Ardhe**, rapporteur de l'avis du CESE. «Toutefois, nous constatons aussi que des améliorations s'imposent, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application.»

Deuxièmement, sur le plan politique, il convient de donner à la compétitivité le poids nécessaire lors de **l'élaboration de nouvelles initiatives**, qui devraient être évaluées à l'aune de leur contribution et de leur soutien à la compétitivité.

Troisièmement, le Comité préconise un **programme spécifique d'action en faveur de la compétitivité**, avec pour objectif, à long terme, de renforcer la compétitivité de l'Union.

«Avec cet avis, nous voulons vraiment revoir les modalités du suivi donné à la compétitivité et tenir compte de la complexité inhérente à ces questions», a déclaré **Giuseppe Guerini**, corapporteur de l'avis. «Aujourd'hui, la compétitivité n'est plus un enjeu qui concerne des entreprises ou des groupes pris individuellement — on parle en fait d'écosystèmes. C'est pourquoi nous devons l'envisager à travers un prisme plus complexe.»

Cet avis a été élaboré à la demande de la **présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne**. (dm)



La coopération euro-méditerranéenne après la COVID-19: les organisations de la société civile sont essentielles au bon fonctionnement de l'économie et de la société

Lors de sa session plénière de décembre, le CESE a tenu un débat sur la reconstruction et la résilience de la région euro-méditerranéenne à la suite de la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur les aptitudes numériques.

Soulignant le rôle clé joué par la coopération et le dialogue régionaux, et notamment par le réseau des organisations de la société civile actives à l'échelon local, la présidente du Comité, **Christa Schweng**, a déclaré que l'Union pour la Méditerranée et la Fondation Anna Lindh étaient des partenaires très importants pour le CESE et deux piliers majeurs du partenariat euro-méditerranéen.

Álvaro Albacete Perea, secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée, et **Josep Ferré**, directeur exécutif de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ont évoqué l'importance de renforcer les relations entre l'UE et la région du sud de la Méditerranée.

La numérisation est essentielle au progrès économique et social dans l'ensemble de la région euro-méditerranéenne. L'avis d'initiative sur la «[Transition numérique dans la région euro-méditerranéenne](#)», élaboré par **Dolores Sammut Bonnici** et adopté en session plénière, souligne qu'il est important de réduire la fracture numérique entre les différents pays, entre les zones urbaines et rurales et entre les générations. (mp)



Pour que sa communication sur les droits fondamentaux et l'état de droit soit efficace, l'Union européenne doit se concentrer sur des valeurs de proximité et des récits retraçant des destins individuels

Le CESE invite l'Union européenne et les États membres à s'efforcer de mieux communiquer avec la population au sujet des droits fondamentaux et de l'état de droit. Dans un avis adopté en décembre dernier, le CESE propose de se concentrer sur l'équité et la justice, et de donner la parole à toutes celles et à tous ceux qui sont directement concernés par des violations des droits de

l'homme.

L'état de droit et les droits fondamentaux peuvent être perçus par certains comme des concepts trop abstraits, lointains, jargonnants et associés à un juridisme abusif. Le CESE considère qu'il s'agit d'un réel danger qui appelle une réaction de l'Union.

Cristian Pîrvulescu, rapporteur pour l'avis du CESE intitulé [Communiquer sur les droits fondamentaux et l'état de droit](#), a expliqué que *«le manque de communication claire et d'information aux niveaux européen et national au sujet de ces principes profite aux ennemis de la démocratie. Nous demandons donc un soutien plus important aux activités de sensibilisation de la société civile, ainsi que des programmes d'étude renforcés»*

José Antonio Moreno Díaz, co-rapporteur de l'avis, a souligné que *«les individus ne peuvent pas défendre leurs droits fondamentaux s'ils ne savent pas ce que ces derniers signifient. Les acteurs de l'Union, les institutions, les États membres et la société civile, peuvent influencer le cours des choses s'ils traduisent ces concepts abstraits en questions pratiques porteuses de sens, créant ainsi une culture européenne commune des droits fondamentaux et de l'état de droit.»*

Dans son avis, le CESE estime que la protection des droits de l'homme et l'état de droit ne peuvent être garantis en l'absence de l'État-providence. Ces deux éléments sont interconnectés: si l'État-providence est défaillant, la société pourrait considérer que l'état de droit est un concept vide de sens. Ce lien est aussi reconnu par le socle européen des droits sociaux, qui est un outil politique essentiel pour construire une Union plus inclusive.

Le Comité invite instamment toutes les institutions européennes à faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard des violations de l'état de droit dans les États membres de l'Union. Ce faisant, l'Union devrait continuer à se baser sur [la définition de l'état de droit établie par la Commission européenne pour la démocratie par le droit](#), qui décrit clairement les principes clés couverts par l'état de droit. (gb)



Amiante: l'Union européenne devrait aller au-delà de la valeur limite proposée par la Commission

Dans un avis adopté lors de sa session plénière de décembre dernier, le CESE a déclaré que la valeur limite technique pour l'exposition à l'amiante devrait au bout du compte être fixée à un niveau inférieur à celui que propose actuellement la Commission dans une récente directive réglementant la protection des travailleurs contre les dangers liés à l'exposition professionnelle à l'amiante.

«Les partenaires sociaux peuvent aller au-delà de la nouvelle valeur limite qui sera applicable aux termes de la directive et prendre des mesures appropriées pour diminuer encore la présence de fibres d'amiante sur les lieux de travail» a déclaré le CESE dans un avis sur la [Protection contre l'exposition à l'amiante pendant le travail](#).

Le CESE a déclaré qu'il convenait de fixer cette valeur limite technique à 0,001 fibre par cm³, après un délai de transition raisonnable.

«Nous saluons l'ambition de la Commission de faire baisser l'incidence du cancer et les efforts spécifiques qui sont déployés pour réduire au minimum les occurrences d'exposition à l'amiante pendant le travail. Le texte constitue une bonne base pour progresser à plus long terme vers une tolérance zéro en ce qui concerne l'exposition à l'amiante. Nous avons cependant la conviction que l'Union européenne devrait aller plus loin que le plafond proposé par la Commission» a déclaré **Ellen Nygren**, rapporteure pour l'avis du CESE.

«Il n'existe pas de niveau d'exposition dont on puisse considérer qu'il exclue à coup sûr le risque de cancer. Pourtant, en dépit de l'interdiction d'utiliser de l'amiante neuf qui est désormais en vigueur, bon nombre d'activités professionnelles continuent à exposer les travailleurs à cette substance mortelle.» a-t-elle alerté. Selon les chiffres avancés lors d'une audition organisée récemment au CESE, ce sont quelque 90 370 personnes qui meurent chaque année des suites d'un cancer lié à l'amiante, ce qui démontre la nécessité d'abaisser la valeur limite d'exposition.

Pour atteindre cet objectif, le CESE recommande l'établissement d'une feuille de route qui comportera des mesures complémentaires allant au-delà de la proposition de la Commission, prévoyant un soutien financier aux entreprises et aux régions, qui, à défaut de ce dernier, seraient incapables d'atteindre cet objectif. Au vu du nombre de personnes susceptibles d'être exposée à l'amiante à leur insu, le CESE demande à la Commission d'organiser une campagne d'information pour éduquer le public sur ce matériau et sur ses effets néfastes par tous les canaux possibles, y compris les médias.

Lorsque le risque d'exposition est réel ou suspecté, l'ensemble des travailleurs doivent subir des contrôles dont les résultats seront documentés, ce qui permettra de s'assurer que leur santé bénéficie d'une surveillance et d'un suivi correct lors de chaque changement d'emploi au cours de leur carrière. (II)



[Avoirs illicites: la nouvelle directive de l'UE aidera à lutter contre la criminalité organisée](#)

Lors de sa session plénière de décembre, le CESE a accueilli favorablement la proposition de directive de la Commission relative au recouvrement et à la confiscation d'avoirs, en tant qu'il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans l'Union. Malgré une amélioration générale dans certains États membres, le pourcentage des avoirs d'origine criminelle qui sont gelés ou confisqués au sein de l'Union reste extrêmement faible.

Cette nouvelle directive améliore la coopération transfrontière entre toutes les autorités concernées en matière de recouvrement des avoirs, encourage les pays de l'Union à élaborer des stratégies nationales et les oblige à mettre en place au moins un bureau de recouvrement des avoirs, organisme spécialisé chargé de dépister et d'identifier les produits du crime et autres biens liés à la criminalité. Tel est le jugement exprimé par le CESE dans son [avis sur le recouvrement et la confiscation d'avoirs](#), qui a été adopté lors de sa session plénière de décembre.

«Nous estimons que la proposition de la Commission est très bonne, car elle répond à la nécessité d'élargir le champ d'application des mécanismes de confiscation. Elle met aussi en place des mécanismes de coopération transfrontière pour améliorer le taux de recouvrement des avoirs. À l'heure actuelle, les taux sont très faibles: seulement 2 % des avoirs d'origine criminelle sont gelés et 1 % confisqués», a déclaré le rapporteur de l'avis **Ionuț Sibian**.

Par rapport à la directive de 2014 relative à la confiscation, la nouvelle directive vient aussi ajouter une importante liste d'infractions pénales, notamment le trafic d'organes, l'enlèvement, la criminalité environnementale et le trafic de véhicules volés, pour n'en citer que quelques-unes.

Toutefois, le CESE constate que la proposition de directive ne mentionne pas explicitement dans son champ d'application le trafic de migrants et le commerce illicite du tabac, malgré les recettes importantes que ces marchés criminels génèrent chaque année, estimées respectivement à 289,4 millions d'EUR et à 8 309,3 millions d'EUR, et il demande instamment à la Commission de les ajouter à la liste.

Le CESE appelle par ailleurs la Commission européenne à se montrer plus ambitieuse en ce qui concerne la réutilisation sociale des avoirs confisqués, et à imposer aux États membres un pourcentage minimal en la matière.

«Il est très important que les collectivités touchées reçoivent directement des dommages-intérêts en réparation et qu'elles en tirent profit. Il s'agit d'un domaine dans lequel nous attendons des évolutions, mais il y a une stagnation. La société civile doit être associée à la gestion et à l'aliénation des avoirs confisqués»,

a encore déclaré **M. Sibian**.

Le CESE demande par ailleurs que la Commission définisse plus précisément le droit des victimes à une indemnisation. Dans le classement des créanciers, il conviendrait de leur accorder la priorité, comme le conclut le Comité. (II)



Une législation européenne comme clé de voûte de la protection de la liberté des médias

Le CESE accueille favorablement les initiatives de la Commission européenne en faveur de la liberté des médias, tout en signalant que de simples recommandations et une approche non contraignante ne suffiront pas à garantir que les médias en Europe restent libres et indépendants des ingérences politiques, commerciales ou d'autre nature.

Dans son [avis](#) relatif à la législation européenne sur la liberté des médias, qui est composée d'une proposition de [règlement](#) accompagnée d'une [recommandation](#), le CESE souligne que la liberté et le pluralisme des médias revêtent une importance capitale pour l'état de droit et la démocratie libérale.

«La liberté des médias est en danger. L'autoritarisme est en hausse, y compris en Europe. Le "quatrième pouvoir" constitue un pare-feu contre ce fléau illibéral. Il est donc impératif de renforcer la liberté des médias; c'est pourquoi cette législation constitue une initiative importante, qui arrive à point nommé». Telle a été la déclaration de **Christian Moos**, rapporteur de l'avis.

Pour sa part, **Tomasz Andrzej Wróblewski**, corapporteur, a déclaré: «Nous observons des ingérences politiques et économiques croissantes dans plusieurs pays de l'UE, tant dans les médias publics que dans les médias privés très proches du pouvoir. Cette situation est incompatible avec la mission des médias en tant que quatrième pouvoir».

Le CESE soutient pleinement les propositions destinées à renforcer et à défendre l'indépendance éditoriale des journalistes et des éditeurs. Il accorde également une attention particulière à l'indépendance et à l'impartialité des médias publics, en soulignant à cet égard la nécessité qu'ils disposent de ressources financières suffisantes et stables.

Un autre problème alarmant identifié par l'avis est la menace que la concentration du marché des médias fait peser sur leur pluralisme. Les monopoles de l'information constituent clairement une menace, ce qui justifie de prendre des mesures pour lutter contre la captation de médias par les magnats et les oligarques du secteur.

La propriété des médias devrait être transparente, et les exigences en matière de transparence devraient être contraignantes, sans pour autant entraîner de charge administrative excessive pour les petits médias. Le manque d'indépendance de certains organismes de régulation nationaux est lui aussi préoccupant. Ceux qui ne jouissent pas d'une indépendance totale ne doivent pas être autorisés à prendre part au comité européen pour les services de médias qu'il est proposé d'instituer.

Le CESE fait observer qu'en tant que règlement, la législation européenne sur la liberté des médias aura un effet immédiat. Dans le même temps, il se demande si l'approche non contraignante de la recommandation est un moyen efficace d'atteindre les objectifs de ladite législation.

«De simples recommandations ne sauraient suffire à garantir la liberté et le pluralisme des médias dans les États membres. La liberté et l'indépendance des médias doivent être des critères contraignants lorsqu'il s'agit d'établir le rapport sur l'état de droit et de déclencher le mécanisme prévu pour les États membres où des gouvernements bafouent ces deux principes», a affirmé **M. Moos** pour conclure. (II)



L'éducation au cœur du développement durable

L'éducation peut aider à transformer la société pour passer d'un modèle fondé sur des combustibles fossiles à un modèle circulaire et durable. Dans un avis d'initiative adopté en décembre, le Comité économique et social européen plaide en faveur d'une éducation transformatrice qui donne aux jeunes les moyens de contribuer à la transition écologique.

L'éducation au développement durable devrait être axée sur des valeurs humanistes et mettre l'accent sur les conséquences environnementales et sociales du comportement humain. À cette fin, il convient de repenser l'éducation à partir de l'enseignement préscolaire jusqu'à l'université et au-delà.

«La durabilité ne concerne pas uniquement l'environnement. Elle comprend de nombreux aspects, et les 17 objectifs de développement durable revêtent tous une importance égale. L'éducation joue un rôle fondamental en tant que vecteur essentiel pour tous les autres objectifs de développement durable» indique **Tatjana Babrauskienė**, rapporteure de l'avis du CESE intitulé [«Donner aux jeunes les moyens de réaliser le développement durable grâce à l'éducation»](#).

Il faudrait enseigner à l'école comment adopter une réflexion critique et prendre des décisions éclairées afin que les enfants puissent traiter des questions de développement durable. Au niveau fondamental, il convient d'apprendre aux enfants les notions d'énergie, de consommation et de production durables, et à réduire le gaspillage alimentaire et faire des choix alimentaires responsables.

Un rapport adopté récemment et intitulé [«Évaluation du programme de l'UE à destination des écoles»](#) contient des recommandations supplémentaires sur la manière d'améliorer le système scolaire dans l'intérêt

du développement durable. «L'amélioration des mesures concernant l'éducation à l'alimentation, comprenant notamment du temps de classe consacré à l'origine et à la valeur des produits alimentaires et des visites dans des fermes et des entreprises agroalimentaires, pourrait rendre le programme de l'UE à destination des écoles plus efficace et contribuer à l'éducation des jeunes à une alimentation saine et durable», déclare le rapporteur, **Arnold Puech d'Alissac**. Le CESE plaide également pour que les instruments de financement de l'éducation au développement durable soient mieux utilisés, tels que la facilité pour la reprise et la résilience, Erasmus+, le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen plus.

La mise en œuvre de l'éducation au développement durable se trouve actuellement à des stades différents selon les États membres et devra être adaptée aux situations locales.

«Nous ne devons pas perdre de temps pour transformer l'éducation afin de garantir un avenir durable dans les États membres, et il est essentiel d'associer activement les jeunes, les enseignants et les parents au processus», affirme **M^{me} Babrauskienė**. (ks)



Industrie maritime: le CESE souligne à nouveau les risques qui pèsent sur ce secteur technologique

Le CESE a déclaré dans un récent avis exploratoire que le secteur des technologies maritimes a besoin de toute urgence de politiques et d'investissements pour faire face à la concurrence internationale. L'accent devrait être mis sur la formation professionnelle, le financement et l'accès au marché.

Si l'Europe ne parvient pas à mettre en œuvre une stratégie maritime industrielle spécifique, elle risque de devenir de plus en plus dépendante de l'Asie pour ses navires et ses équipements navals. De nombreux ports européens sont déjà détenus, en tout ou en partie, par des entreprises chinoises. Une stratégie durable devrait réexaminer cette structure de

propriété.

«Le CESE estime qu'il faut agir sans délai pour renforcer la résilience maritime de l'Europe, restaurer sa compétitivité sur le plan international, protéger la solide position qu'elle occupe dans le secteur complexe de la construction navale et préserver son autonomie stratégique dans le domaine maritime», a souligné **Anastasis Yiapanis**, rapporteur pour l'[avis du CESE](#).

Un groupe d'experts maritimes et une alliance industrielle européenne pour le secteur des technologies maritimes devraient être mis en place afin d'aider le secteur à renouer avec la compétitivité.

Malgré l'appel lancé par l'avis d'initiative du CESE sur «[la stratégie LeaderSHIP 2020: une vision du secteur des technologies maritimes](#)» adopté en 2018, qui préconisait de soutenir davantage le secteur des

technologies maritimes, ni l'UE ni les autorités nationales ne sont parvenues à adopter les politiques nécessaires.

Le CESE a fait part de son inquiétude concernant les obstacles auxquels se heurtent les entreprises européennes qui souhaitent mener des activités en Asie. Il a invité la Commission européenne à redoubler d'efforts pour instaurer des règles commerciales à l'échelle mondiale et insisté sur la nécessité de lutter en priorité contre les subventions étrangères et les pratiques préjudiciables en matière de prix dans la construction navale.

Il y a lieu de mettre à jour les accords bilatéraux de libre-échange afin de garantir aux entreprises de l'UE le libre accès aux marchés, et d'inclure cette disposition dans les accords à venir. Si les négociations internationales portant sur ce point échouent, l'UE doit envisager des mesures unilatérales pour faire pression sur ses concurrents internationaux.

Dans son avis, le Comité a également souligné l'importance du rôle que jouent les technologies maritimes pour instaurer une croissance bleue durable.

«Le CESE plaide en faveur de mesures urgentes pour stimuler la demande intérieure de navires écologiques et de haute technologie, grâce notamment à un programme européen de renouvellement des flottes et de modernisation des navires existants conformément aux objectifs du pacte vert pour l'Europe», a déclaré **Christophe Tytgat**, corapporteur.

Le CESE a rappelé que les partenaires sociaux et les producteurs locaux avaient attendu en vain qu'une impulsion vienne encourager le secteur à se tourner vers des navires, des carburants alternatifs et des technologies «écologiques» et à se conformer aux objectifs fixés par le paquet «Ajustement à l'objectif 55». Il s'est néanmoins félicité de l'adoption du [partenariat coprogrammé sur le transport par voie d'eau à émissions nulles](#), qui œuvre en faveur d'un transport maritime à émissions nulles.

Le Comité a demandé que le [pacte européen des compétences](#) bénéficie d'un soutien financier accru et de campagnes pour renforcer l'attractivité du secteur pour l'ensemble des travailleurs, des ingénieurs aux soudeurs en passant par les électriciens. Le CESE a préconisé la mise en œuvre de programmes de reconversion, de perfectionnement ainsi que d'enseignement et de formation professionnels pour garantir que le secteur puisse mettre en œuvre les transitions écologique et numérique. (ks)



L'Amérique latine a besoin d'un nouveau contrat social pour stimuler la reprise économique

Un nouveau contrat social pour l'Amérique latine est nécessaire pour garantir la responsabilité politique, l'inclusion, la protection sociale et des emplois de qualité, a déclaré le CESE dans un avis d'initiative sur la situation socio-économique en Amérique latine à la suite de la pandémie de COVID-19, adopté en décembre dernier. Les sociétés civiles librement et démocratiquement organisées constituent le meilleur point de départ pour ce faire.

La pandémie de COVID-19 a frappé très durement l'Amérique latine, en montrant au grand jour les faiblesses des politiques mises en œuvre au fil des décennies, qui se sont révélées inefficaces pour affronter les problèmes actuels. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a exacerbé les turbulences économiques en perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et en contribuant à la hausse de l'inflation.

L'avis intitulé [La situation socio-économique en Amérique latine à la suite de la crise de la COVID-19 — Le rôle de la société civile dans le processus de relance](#) fait valoir que la région a besoin d'un nouveau contrat social, lequel pourrait être conclu par le biais d'accords transversaux entre groupes socio-économiques, entre territoires et entre générations.

Josep Puxeu Rocamora, membre du CESE et rapporteur de l'avis en question, a commenté en ces termes le rôle de la société civile: «L'Europe et l'Amérique latine s'engagent en faveur de la démocratie et de l'état de droit, ce qui suppose d'assurer que la société civile participe activement et joue un rôle prépondérant en matière de développement et de remédiation aux crises, en favorisant le dialogue nécessaire à la mise en place d'un nouveau contrat social».

L'Europe doit renforcer ses liens avec l'Amérique latine, en mettant particulièrement l'accent sur les transitions sociale, écologique et numérique. «Nous devons de toute urgence consentir davantage d'efforts pour nouer des alliances avec des partenaires partageant les mêmes valeurs en Amérique latine», a déclaré **M. Puxeu Rocamora**, en précisant: «Nous considérons depuis trop longtemps cette relation comme acquise. Nous devons faire un effort pour rattraper notre retard, et nous sommes actuellement confrontés à une forte concurrence de la part d'autres acteurs».

Une telle alliance requiert la pleine reconnaissance et la pleine participation de ses sociétés civiles organisées respectives, à savoir des organisations de défense des droits de l'homme, des organisations syndicales et professionnelles et des associations environnementales, a encore déclaré le CESE. (at)



Le CESE participe au débat sur les priorités et le programme de la présidence suédoise de l'Union européenne

Lors d'une réunion du CESE à Stockholm le 15 novembre dernier, le secrétaire d'État suédois aux affaires européennes, Christian Danielsson, lui a présenté l'orientation politique de la future présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, laquelle a également demandé au CESE de lui fournir sa contribution sur six questions essentielles.

Le CESE a été ainsi informé que la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, qui s'exercera de janvier à juin 2023, entend faire figurer parmi ses principaux mots d'ordre ceux de soutenir l'Ukraine et de mettre l'accent sur la transition écologique et la compétitivité de l'Union européenne.

Alors que le CESE réunissait son bureau, qui est son organe directeur, à Stockholm le 15 novembre 2022, sa présidente, **Christa Schweng**, a souligné que face aux nombreux défis qui se présentent, l'Union ne pourrait atteindre ses objectifs qu'en associant en permanence les organisations de la société civile européenne.

«Compte tenu des perspectives économiques bien sombres pour l'Europe, nous devons fixer des priorités correctes et claires», a-t-elle déclaré. «Il est d'une importance capitale pour nos économies, nos sociétés et nos démocraties d'assurer la reprise et de soutenir les entreprises et les personnes confrontées à une forte inflation et, en particulier, à des prix de l'énergie élevés.»

Christian Danielsson, secrétaire d'État suédois aux affaires européennes, a fait valoir: «Bien sûr, il importe d'afficher nos priorités, mais la principale tâche de la présidence sera d'en exercer les attributions, en faisant avancer les dossiers et en obtenant des résultats positifs pour les citoyens, les États membres et l'Europe. Nous y consacrerons des efforts considérables.»

M. Danielsson a souligné que la présidence suédoise continuera à prêter son concours à l'Ukraine par la voie d'une aide humanitaire et qu'elle s'attachera à améliorer les performances et la compétitivité de l'économie de l'Union européenne.

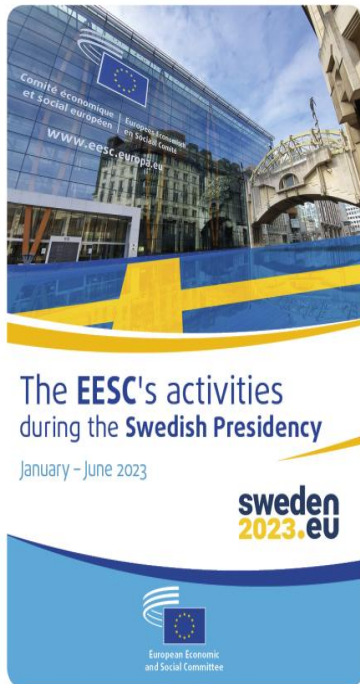
Plus précisément, la présidence suédoise entendra:

- accélérer la transition climatique;
- renforcer la compétitivité de l'Union pour les emplois de demain;
- préserver les valeurs fondamentales de l'Union européenne;
- assurer la sécurité des citoyens européens et renforcer le rôle de l'Union européenne dans le monde;
- lutter contre la criminalité organisée.

La présidence suédoise a demandé au CESE de fournir sa contribution et son point de vue fondé sur son expertise, par la voie d'«avis exploratoires», sur les questions suivantes:

- 30 ans de marché unique: comment améliorer encore son fonctionnement?;
- la transition vers un système de transport durable à long terme;
- le rôle des jeunes dans la transition écologique;
- les avantages de la construction industrielle moderne en bois;
- renforcer encore la compétitivité numérique de l'Union européenne;
- le développement des aptitudes et des compétences dans le contexte de la transition écologique et numérique.

Pour de plus amples informations, le CESE a publié sur son [site internet](#) sa toute nouvelle brochure sur «Les activités du CESE durant la présidence suédoise», disponible en anglais, en suédois, en français et en allemand. (mp/dm)



NOUVELLES DES GROUPES



2023: l'heure est venue d'adopter une stratégie en faveur de la compétitivité

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Le premier semestre 2023 est le bon moment pour imposer au premier rang des priorités de l'Union une stratégie en faveur de la compétitivité.

2022 a été un *annus horribilis* pour l'Europe. À l'heure où la Russie a ramené la guerre sur notre continent, les spéculations et les attentes quant à une paix durable dans l'espace européen au sens large ont été anéanties.

Une chose est claire, à n'en pas douter: sans la paix, il ne saurait y avoir de prospérité. Le groupe des employeurs a pleinement soutenu l'action menée par l'Union pour venir en secours à l'Ukraine quand elle en a eu besoin et pour commencer d'œuvrer à sa reconstruction, avant même la fin de la guerre.

Si nous poursuivons sans relâche nos efforts pour aider l'Ukraine, nous n'en avons pas moins continué en 2022 à faire avancer la reprise économique dans l'Union. Nous avons fait preuve de détermination dans nos travaux pour la conférence sur l'avenir de l'Europe, en demandant que l'accent soit mis de manière plus décisive sur la compétitivité, moyennant l'introduction de la bonne pratique consistant à établir un dispositif de contrôle de la compétitivité, afin de bâtir une économie plus forte et plus résiliente. La Commission et les présidences de l'Union ont prêté une oreille très attentive à cet appel, et cet instrument est maintenant en cours d'élaboration. Surtout, il nous apparaît de plus en plus clairement à tous que l'Union doit se doter d'une stratégie en faveur de la compétitivité qui s'articule autour de la durabilité et de la force entrepreneuriale. Il n'y a guère que de cette manière que nous pourrions garantir la bonne santé d'une société ayant les moyens d'offrir à ses citoyens une bonne qualité de vie.

Le regard tourné vers 2023, nous ne devons pas perdre de vue cette notion d'urgence. Nous devons redoubler d'efforts pour mettre au point une stratégie ambitieuse et tournée vers l'avenir qui tienne dûment compte des besoins et des préoccupations des entreprises. Dans la situation actuelle, un certain nombre d'objectifs fondamentaux doivent être posés:

- assurer un accès compétitif aux facteurs de production (énergie, matières premières, main-d'œuvre, capitaux et données);
- réaliser le plein potentiel du marché unique et des libertés qu'il apporte, en mettant en place un authentique marché unique numérique;
- faire d'un commerce extérieur ouvert et fondé sur des règles un nouveau pilier de l'économie de l'Union;
- mener la transition écologique et numérique, que nous soutenons avec force, efficacement au regard des coûts et de manière à favoriser l'esprit d'entreprise et l'innovation.

Les six premiers mois de 2023 sont le bon moment pour imposer au premier rang des priorités la stratégie en faveur de la compétitivité. Dans un monde pétri d'incertitudes, une seule chose est sûre: sans une Union prospère et compétitive, le bien-être social de notre société sera gravement mis en péril.

[Regards sur le travail forcé: le CESE accueille une exposition de l'OIT](#)

THROUGH
THEIR EYES
Visions
OF FORCED LABOUR



Par le groupe des travailleurs du CESE

Une [exposition de l'OIT](#) présentée en décembre dernier au CESE donnait à voir les meilleurs dessins réalisés dans le cadre d'un concours organisé par l'OIT et mettant en lumière les histoires douloureuses de personnes du monde entier victimes du travail forcé.

Selon les estimations de l'OIT, 27,6 millions de personnes se trouvaient en situation de travail forcé en 2021.

Ces personnes subissent de nombreux traitements intimidants qui les obligent à travailler contre leur gré, comme la retenue délibérée des salaires, les menaces de licenciement, le confinement forcé et les violences physiques et sexuelles. La liste de ces exactions est très longue. Il s'agit d'un phénomène répandu dans le monde entier et qui s'est aggravé avec la pandémie de COVID-19. Parmi les personnes les plus vulnérables à cet égard figurent les enfants, les femmes et les travailleurs migrants. L'OIT estime que sur l'ensemble des travailleurs forcés dans le monde, 11,8 millions sont des femmes ou des filles et 3,3 millions sont des enfants.

Cependant, les faits et chiffres ne sauraient dépeindre à eux seuls la réalité à laquelle les victimes sont confrontées. C'est pourquoi [le CESE a accueilli une exposition](#) en collaboration avec l'OIT et à l'initiative d'**Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs du CESE. Elle regroupait les [meilleurs dessins réalisés dans le cadre d'un concours de l'OIT](#) et mettant en lumière ce que vivent les personnes piégées dans ces conditions de travail intolérables partout dans le monde.

De telles initiatives nous font réfléchir aux actions à entreprendre pour mettre fin à ce fléau, notamment la lutte, réclamée par l'OIT, contre les déficits de travail décent au sein de l'économie informelle. Un [avis du CESE, actuellement en cours d'élaboration](#) par le rapporteur **Thomas Wagnsonner**, membre du groupe des travailleurs, est consacré à l'interdiction des produits du travail forcé sur le marché de l'Union. Lors de l'inauguration de l'exposition, **Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs, a déclaré: «Tout en faisant la lumière sur les épreuves que subissent les travailleurs forcés, cette exposition étudie aussi les solutions que nous pouvons apporter en unissant nos forces et en agissant avec détermination. Et c'est ce que nous faisons. C'est la raison pour laquelle nous demandons que l'ensemble des États membres de l'Union ratifient le protocole de 2014 relatif à la convention de l'OIT sur le travail forcé.» (mg)



Séamus Boland réélu président du groupe des organisations de la société civile

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Le 14 décembre, les membres du groupe des organisations de la société civile du CESE ont réélu par acclamation Séamus Boland à leur tête pour deux ans et demi supplémentaires.

Séamus Boland présidera le groupe pour la seconde moitié du mandat, d'avril 2023 à septembre 2025. L'agriculteur irlandais, représentant d'une organisation de développement rural et local au Comité, assure la présidence du groupe depuis octobre 2020. Il est membre du Comité depuis 2011.

L'élimination de la pauvreté et le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans la réalisation de cet objectif demeureront au cœur de sa deuxième présidence.

«La pauvreté va atteindre des niveaux absolument inédits en raison de la COVID-19, du changement climatique et des troubles géopolitiques découlant de la guerre en Ukraine. Tous les domaines de la vie en pâtissent et la perspective d'un avenir viable pour tous s'éloigne en conséquence», affirme **Séamus Boland**. «L'élimination de la pauvreté reste donc la priorité absolue de mon mandat et les organisations de la société civile jouent un rôle central dans la réalisation de cet objectif. Les OSC font remonter les préoccupations exprimées à l'échelon local, définissent les besoins locaux et trouvent des solutions locales. Cela est crucial pour la réalisation du premier objectif de développement durable, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté partout dans le monde».

Pour 2023, Séamus Boland propose de concentrer les travaux du groupe sur les domaines prioritaires suivants:

- des systèmes européens de soins de santé résilients;
- le changement climatique, la précarité énergétique et les groupes vulnérables;
- les compétences, la transformation numérique et les personnes vulnérables;
- le rôle des OSC dans la défense et le renforcement de la démocratie européenne;
- l'autonomisation des jeunes et la protection de l'enfance.

Lors de sa réunion, le groupe des organisations de la société civile a également proposé des candidats à d'autres postes de direction au sein du Comité pour la seconde moitié du mandat 2020-2025:

- **Krzysztof Pater** en tant que vice-président du CESE chargé du budget;
- **Baiba Miltoviča** en tant que présidente de la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» (TEN);
- **Ioannis Vardakastanis** en tant que président de la section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» (ECO);
- et **Panagiotis Gkofas** en tant que questeur.

Ces candidats seront confirmés à ces postes par un vote lors du renouvellement à mi-mandat du Comité en avril 2023.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse suivante: <https://www.eesc.europa.eu/fr/news-media/news/irishman-seamus-boland-re-elected-president-eescs-civil-society-organisations-group> (jk)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Daniela Marangoni (dm)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Luke Carroll (lc)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanas (mg)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues. CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

01/2023